

Sur la question diplomatique, il y a évidemment des choses que nous devons envisager. On en a discuté en réponse aux questions de mon ami de Winnipeg Transcona. Il faut tenir compte ici de ce que nous pouvons faire dans le cadre des Nations Unies, probablement au sein de ses comités responsables des droits de la personne. Nous tentons déjà de définir des moyens de progresser en ce sens par l'intermédiaire de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Je reviendrai là-dessus un peu plus tard.

Comme l'ont dit les deux députés qui m'ont précédé, ce qui se produit en Lettonie et en Lituanie est indissociable de l'ensemble de la situation en Union soviétique, une situation qui devient chaque jour plus inquiétante, surtout pour ceux qui avaient mis beaucoup d'espoir dans le mouvement qui se dessinait vers la *glasnost* et la *perestroïka* et qui étaient si déterminés à contribuer au succès de ces réformes.

Aucun de nous ne désire le morcèlement de l'Union soviétique. Nous voulons tous que la réforme entreprise dans cette société soit fructueuse. Nous avons notamment été encouragés par l'attitude qui avait d'abord été adoptée relativement au statut des États baltes. Nous sommes maintenant découragés, profondément découragés, par les mesures plus violentes et plus dramatiques qui ont été prises au cours des derniers jours.

Il existe des mesures qu'on peut prendre pour venir en aide aux pays baltes, et il faut les étudier, mais il faut le faire en renforçant la réforme et la cohésion qui se dessinent en Union soviétique. C'est un défi particulièrement difficile que nous devons tous relever, mais j'estime, monsieur le Président, qu'il y va de l'intérêt de tous, y compris la population des pays baltes et les Canadiens d'origine balte, que nous trouvions un moyen qui puisse à la fois stimuler les réformes amorcées par M. Gorbatchev en Union soviétique et mettre les pays baltes sur la voie de l'indépendance.

Il n'est pas clair, du moins dans mon esprit, comment nous pourrions y arriver ce soir. Toutefois, l'Union soviétique doit comprendre, en songeant à ses politiques actuelles ainsi qu'au prix qu'elle attache à l'aide d'un pays et d'un gouvernement comme les nôtres, que le Canada accorde une importance primordiale aux droits de la personne, qui occupent une grande place dans notre société, et qu'il compte un grand nombre d'habitants provenant de l'Europe de l'Est et de l'Europe centrale, soit de pays formant l'Union soviétique d'aujourd'hui.

Les Canadiens ne peuvent faire autrement qu'être profondément touchés par les événements qui ont lieu actuellement en URSS. Si elles ne cessent pas, ces actions auront